



Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune (OGPNRF)
Projet de « *Protection de la faune sauvage dans la réserve de Foloningbè
par une gestion participative et intégrée* »
PIMS : 9627- Project ID : 01003835 - Award : 1467427

TERMES DE REFERENCE

*Étude de la situation de référence du projet de protection de la faune sauvage de la réserve de
Foloningbè par une gestion intégrée et participative*

I. Informations sur le Poste

Intitulé du Service attendu : Établissement de la situation de référence du Projet de Protection de la faune sauvage de la Réserve de Foloningbè et la mise en place d'un dispositif de suivi évaluation et de communication

Nature du poste : Cabinet d'étude

Niveau du (des) Poste (s) ou Prestation : Prestation locale

Nature de la consultation (Support/ Substance) : Support

Type de contrat : Contrat de Services

Type d'affectation (Home based ou sur site) : Sur site et home based

Lieu d'affectation : Kankan avec des déplacements dans la zone d'intervention du projet

Durée de la mission : 45 jours dont 20 jours de mission sur le terrain

Date de démarrage : Immédiat

II. Contexte et Objectifs de la mission

La biodiversité de la Guinée est de plus en plus menacée par le braconnage, le commerce illégal de viande de brousse, la transhumance et l'exploitation forestière non durable. Ces pratiques contribuent à la perte d'espèces sauvages, à la dégradation de l'habitat et à la fragmentation des habitats dans la Réserve Naturelle de Foloningbè (RNF), d'une superficie de 537 767 ha, malgré les efforts de conservation déployés.

Pour répondre à ces défis, la Guinée a obtenu un financement du FEM-8, avec l'appui du PNUD, dans le cadre du Programme intégré de conservation de la faune sauvage pour le développement (GEF-8 GWP), pour la mise en œuvre d'un projet intitulé : « Protection de la faune sauvage dans la réserve de Foloningbè par une gestion intégrée et participative » pour une durée de 5 ans.

Ce projet fait partie des 15 initiatives nationales soutenues dans le cadre de ce programme intégré. Il vise à lutter contre les facteurs de perte de biodiversité dans l'une des principales réserves de faune de la Guinée, la RNF, grâce à une approche coordonnée et intégrée de la protection de la faune et de la gestion des paysages, résiliente face aux changements climatiques.

Pour atteindre cet objectif, le projet s'articule autour de quatre composantes principales, visant à (i) la coexistence entre l'homme et la faune sauvage pour lutter contre le déclin des habitats et de la faune sauvage

de la RNF ; (ii) l'utilisation et le commerce zoonotiques illégaux, non durables et à haut risque des espèces sauvages ; (iii) la faune sauvage au service de la prospérité ; (iv) la Coordination et échange de connaissances pour un impact transformationnel.

Ce projet contribuera aux bénéfices environnementaux mondiaux (BEMs) : 537 767 ha d'aires protégées terrestres sous gestion améliorée (IC 1), 2 685 ha de terres et d'écosystèmes en cours de restauration (IC 3) ; 5 000 ha de paysages aux pratiques améliorées (CI 4) ; 1 873 715 tCO₂eq de GES atténués (IC 6) ; et 50 000 personnes (52 % de femmes) bénéficiant d'investissements financés par le FEM (IC 11).

En s'appuyant sur la plateforme de connaissances du GWP, le projet encourage également une collaboration régionale, un partage des savoirs et une meilleure intégration des politiques pour garantir la durabilité à long terme de la biodiversité et des écosystèmes de la RNF.

Les études de faisabilité du projet ont été conduites en 2025, soit un an plus tôt. Le cadre logique d'intervention du Projet a défini des indicateurs de résultats avec des valeurs de référence et des cibles. Au vu de la complexité de l'approche du projet, de la non-disponibilité de certaines données lors de l'étude de faisabilité, la présente mission a été envisagée de manière à pouvoir suivre et évaluer correctement les performances du projet à travers les indicateurs du cadre logique et tout autre élément jugé pertinent.

L'objectif de la présente mission de consultation est de conduire une étude de réactualisation des données biophysiques et socioéconomiques collectées lors de l'étude de faisabilité du projet pour définir de façon la plus exacte que possible les données de base relatives aux indicateurs du projet d'une part et d'autre part de proposer un dispositif de suivi évaluation efficace pour les indicateurs de résultats du projet. Spécifiquement il s'agira de :

1. Collecter et analyser les données de référence (biophysiques et socioéconomiques) requises pour renseigner l'ensemble des indicateurs du cadre de résultats du projet ;
2. Proposer et documenter les Fiches de Référence des Indicateurs (Indicator Reference Sheets), détaillant pour chacun la définition, la méthodologie de calcul, les sources de données, la fréquence de collecte et les responsabilités ;
3. Proposer un dispositif de suivi-évaluation du projet, incluant les outils de collecte de données, les circuits de transmission de l'information, le plan de rapportage ainsi qu'un mécanisme d'assurance qualité des données.

III. Résultats attendus

Les résultats attendus de cette mission sont :

- La situation de référence (baseline) exhaustive du Cadre Logique est établie
- Toutes les données de base (biophysiques, socio-économiques et liées à l'application de la loi) sont collectées, analysées et renseignent avec précision l'ensemble des indicateurs du projet de protection de la faune sauvage de la réserve de Foloningbè ;
- Les outils de suivi obligatoires du FEM sont dûment renseignés : Les indicateurs de base du FEM (GEF Core Indicators) et l'outil de suivi de l'efficacité de la gestion des aires protégées (METT - Management Effectiveness Tracking Tool) sont actualisés sur la base des nouvelles données terrain ;
- Les Fiches de Référence des Indicateurs (métadonnées) sont élaborées : Chaque indicateur du projet dispose d'une fiche détaillée précisant sa définition, sa méthode de calcul, la source des données, la fréquence de collecte et les responsabilités ;
- Un dispositif de Suivi-Évaluation opérationnel est conçu et validé : Un système complet couvrant les cinq (5) composantes du projet est livré. Il intègre des outils de collecte standardisés (y

compris pour le suivi des contentieux fauniques), les flux de transmission des données, le plan de rapportage et le mécanisme d'assurance qualité.

IV. Tâches et responsabilités

Sous la supervision de l'Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune (OGPNRF) et de l'Unité de gestion du projet, le Cabinet devra réaliser les tâches suivantes, organisées en quatre (4) phases :

Phase 1 : Cadrage méthodologique et Revue documentaire

- Effectuer une lecture analytique et critique du document de projet (ProDoc), du Cadre Logique initial, des indicateurs de base du FEM (GEF Core Indicators) et des fiches METT ;
- Élaborer un Rapport de Démarrage (Inception Report) proposant une méthodologie détaillée d'échantillonnage, de collecte et d'analyse des données pour la situation de référence, ainsi que les outils d'enquête (questionnaires, guides d'entretien).

Phase 2 : Collecte des données de référence sur le terrain

- Collecter les données biophysiques, socio-économiques et institutionnelles actuelles dans la zone d'intervention, en distinguant clairement : (i) la zone intégralement protégée (ZIP), (ii) la zone tampon, et (iii) la zone périphérique/de développement ;
- Conduire des consultations participatives avec les communautés locales pour cartographier les villages impactés, évaluer l'utilisation des ressources et identifier les dynamiques de conflits homme-faune ;
- Mener des entretiens institutionnels avec les services déconcentrés de l'État, l'administration décentralisée (Communes Rurales) et les acteurs de l'application de la loi faunique ;
- Cartographier les acteurs de terrain (projets, ONG) afin d'identifier les synergies possibles pour le partage de données et le suivi conjoint des indicateurs.

Phase 3 : Analyse des données et Conception du Système de S&E

- Établir les valeurs de référence (baseline) de tous les indicateurs du cadre logique et, sur cette base, proposer une révision/ajustement réaliste des valeurs cibles, en s'assurant que les données sur les bénéficiaires soient strictement ventilées par sexe et par âge ;
- Renseigner formellement les outils de suivi du FEM, notamment le Management Effectiveness Tracking Tool (METT) pour la réserve de Foloningbè et la matrice des GEF Core Indicators.
- Identifier les acteurs de terrain (projets, programmes, ONG et autres) en vue de relancer/définir le cas échéant un partenariat dynamique et une synergie des interventions ;
- Définir un dispositif de suivi-évaluation participative incluant les services déconcentrés de l'État et l'Administration décentralisée, notamment les Communes Rurales ;
- Élaborer une méthodologie de collecte des données ventilées par sexe pour le suivi et l'évaluation des performances du projet ;
- Présenter le Rapport de la mission à l'Atelier de validation ;
- Prendre en compte les recommandations de l'atelier de Validation dans le rapport final.

V. Livrables

Le Cabinet devra soumettre les livrables ci-après, rédigés en français, en trois (03) copies physiques et en version numérique (formats éditables Word/Excel et PDF).

Livrable 1 : Rapport de démarrage (Note méthodologique complète)

À soumettre [ex: 10 jours] après la signature du contrat.

- La compréhension détaillée des Termes de Référence ;
- La méthodologie détaillée d'échantillonnage, de collecte et d'analyse des données (incluant l'approche genre) ;
- La revue critique initiale du Cadre Logique ;
- Les outils de collecte de données finalisés (questionnaires ménages, guides d'entretien, grilles d'observation) ;
- Le chronogramme détaillé de déploiement sur le terrain.

Livrable 2 : Rapports et Outils provisoires (Situation de référence et S&E)

À soumettre [ex: 45 jours] après la validation du Livrable 1.

Ce livrable constitue le cœur de la mission et comprend quatre (04) documents distincts :

- Le Rapport provisoire de la situation de référence (*Baseline Report*) présentant l'analyse des données biophysiques, socioéconomiques et juridiques (IWT), ainsi que la matrice du Cadre de Résultats renseignée avec les valeurs de base et une proposition justifiée de révision des cibles.
- Les outils de suivi du FEM dûment renseignés, spécifiquement la matrice des indicateurs de base (*GEF Core Indicators*) et l'outil de suivi de l'efficacité de la gestion de la réserve (*METT*).
 - Le Manuel provisoire du Dispositif de Suivi-Évaluation, décrivant les circuits d'information, les responsabilités, le mécanisme de contrôle qualité, et incluant l'outil de suivi des contentieux fauniques.
 - Le recueil des Fiches de Référence des Indicateurs (métadonnées) pour chaque indicateur du projet.

Livrable 3 : Rapports et Outils finaux

À soumettre [ex: 10 jours] après l'atelier de validation.

- Le Rapport de l'atelier national de validation, résumant les débats, les amendements et les recommandations des parties prenantes.
- Le Rapport final de la situation de référence et le Manuel de S&E finalisés, intégrant l'exhaustivité des observations et recommandations issues de l'atelier de validation.
- La Base de données brutes et traitées, livrée sur support numérique (fichiers Excel/SPSS nettoyés, coordonnées GPS, shapefiles cartographiques), transférant ainsi la propriété intellectuelle et les données primaires à l'Unité de Gestion du Projet pour l'exploitation future.

VI. Qualification et Composition du Cabinet

Cette mission sera réalisée par un Cabinet d'étude ayant les qualifications techniques suivantes :

1. Une expertise 5 ans au moins en matière d'élaboration, de mise en œuvre de projets de gestion durable des ressources naturelles ;
2. Une expérience avérée d'au moins 3 ans en matière des projets portant sur les conventions de Rio ;
3. Une expérience de 5 ans en matière des projets de gestion des aires protégées ;
4. Avoir réalisé trois missions similaires ;
5. Familiarité du chef d'équipe avec le reporting des indicateurs du FEM (exemple des GEF Core Indicators) est un atout.

Le Cabinet devra mobiliser une équipe de cinq experts/es nationaux/les ayant les profils ci-dessous :

1. Un/e expert/e socio-économiste, spécialisé en développement rural, genre et sauvegarde sociale et environnementale, Chef d'équipe ;
2. Un/e expert/e en biodiversité ;
3. Un/e expert juriste, spécialiste du commerce illégal/criminalité faunique
4. Un/e expert/e en suivi évaluation.
5. un spécialiste en Genre et Sauvergardes Sociales et Environnementales

Les tâches et responsabilités de ces différents experts sont décrites ci-dessous.

1. Expert/e socio-économiste, spécialisé en développement rural, Chef d'équipe

- Coordonner l'équipe de la mission
- Collecter, traiter et analyser les données socio-économiques de la zone d'intervention ;
- Faire une revue des projets et programmes de développement en cours et clôturés de la zone d'intervention
- Prendre en compte la dimension genre dans la collecte et le traitement des données ;
- Collecter et analyser les informations relatives à la transhumance transfrontalière y compris (conflits, zoonoses, impacts environnementaux, ...) et l'accord entre la Guinée et le Mali sur la transhumance
- Contribuer à la rédaction des livrables L 1, L 2 et L 3 ;
- Présenter le rapport provisoire de l'étude de référence à l'atelier de validation.

2. Expert/e en Biodiversité :

- Collecter, traiter et analyser les données bio physiques sur toute la zone d'intervention ;
- Faire une analyse des activités anthropiques et leur impact actuel et potentiel sur l'environnement et les populations locales ainsi que les mesures d'atténuation des impacts ;
- Collecter, traiter et analyser les données sur les énergies domestiques dans les principaux villages de la zone d'intervention ;
- Contribuer à la rédaction des Livrables Livrable 1, Livrable 2 et Livrable 3 ;
- Participer à l'atelier de validation.

3. Un/e expert juriste, spécialiste du commerce illégal/criminalité faunique

- Établir la ligne de base quantitative en collectant les statistiques judiciaires récentes (nombre de patrouilles, saisies, arrestations, et taux de condamnations définitives) ;
- Évaluer les capacités opérationnelles des différents acteurs de la chaîne d'application de la loi (éco-gardes, police, douanes, magistrats) ;
- Cartographier les goulots d'étranglement de la procédure pénale (failles législatives, vices de procédure récurrents, causes des classements sans suite) ;
- Formuler des indicateurs de performance SMART (avec leurs cibles) pour mesurer l'efficacité de la lutte anti-braconnage et de l'application de la loi ;
- Concevoir un outil standardisé de suivi des contentieux fauniques (matrice ou registre) permettant de tracer chaque affaire, de l'infraction jusqu'au jugement final ;
- Collecter et analyser les données sur le circuit de commercialisation de la viande de brousse et le braconnage ;
- Faire une revue des lois et règlements sur le commerce illégal de la viande de brousse et le braconnage ainsi que les produits forestiers non ligneux ;
- Formuler des recommandations sur la révision des lois sur le commerce illégal de la viande de brousse et les autres produits forestiers ligneux et non ligneux ;
- Contribuer à la rédaction de l'ensemble des livrables.

4. Expert/e en Suivi évaluation

- Analyser la pertinence des valeurs de base et cibles affichées dans le cadre logique et le cas échéant les réviser/ améliorer ;
- Proposer un dispositif de suivi évaluation participatif et inclusif en tenant compte des indicateurs mentionnés dans le cadre logique du projet ;
- Proposer une méthodologie de collecte, traitement et analyse des données pour définir les indicateurs de résultat ;
- Rédiger les Livrables sur le Suivi évaluation ;

- Participer à l'atelier de validation.

Le Cabinet peut proposer d'autre profil qu'il juge pertinent pour la mission ; il devra cependant spécifier les tâches qui lui seront confiées.

VII. Qualifications des Experts

1. Expert/e socio-économiste, spécialisé en développement rural, Chef d'équipe

Education	Être titulaire d'un diplôme universitaire, au moins Bac + 4 en économie, agroéconomie, sciences sociales ou tout autre domaine équivalent.
Expérience	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en matière d'analyse socio-économique des projets de développement ; • Justifier d'une expérience avérée en matière d'évaluation des projets ; • Avoir une bonne connaissance des aires protégées et de la biodiversité ; • Demontre avoir participé à la réalisation d'au moins trois (03) missions similaires en Guinée ou dans la sous-région ; • Avoir un leadership et une bonne aptitude en communication ; • Avoir une bonne connaissance de l'administration guinéenne ; • Connaître les procédures du PNUD et du FEM.

2. Expert/e en Biodiversité et gestion des ressources naturelles

Education :	<ul style="list-style-type: none"> • Être titulaire d'un diplôme universitaire au moins Bac + 4 en matière de foresterie, biodiversité, environnement et/ou gestion des ressources naturelles ou tout autre domaine équivalent.
Expérience :	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de gestion durable des ressources naturelles en général et de la biodiversité en particulier ; • Justifier avoir participé à la réalisation d'au moins 2 missions similaires ; • Bonne connaissance des questions liées à la Convention de Rio sur la Diversité Biologique et de sa mise en œuvre en Guinée ; • Bonne connaissance des questions liées au changement climatique et leurs effets sur les écosystèmes et le développement rural en Guinée ; • Justifier d'une connaissance avérée des procédures gestion du PNUD et du FEM ; • Avoir un bon leadership et une bonne aptitude de communication.
Langue	<ul style="list-style-type: none"> • Français • Connaissance des langues locales souhaitée

3. Un expert juriste, spécialiste du commerce illégal/criminalité faunique

Éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Être titulaire d'un diplôme universitaire, au moins Bac + 4 dans les domaines du droit de l'environnement et/ du commerce illégal ou tout autre domaine équivalent.
Expérience	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine des du droit de l'environnement ; • Justifier avoir participé à la réalisation d'au moins 2 missions similaires en Guinée ou dans la sous-région ; • Avoir une expérience dans l'analyse des conflits entre l'homme et la faune sauvage et une bonne maîtrise des questions de zoonose • Connaître les procédures du PNUD et du FEM est un atout.

4. Expert en Suivi évaluation	
Education	<ul style="list-style-type: none"> Être titulaire d'un diplôme universitaire, au moins Bac + 4 dans les domaines des sciences exactes, mathématiques, statistiques et domaines similaires
Expérience	<ul style="list-style-type: none"> Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans les domaines de l'analyse, de suivi et évaluation des projets ; Expérience avérée dans la conception, l'analyse et l'amélioration de cadres logiques, indicateurs et outils de collecte de données. Avoir une connaissance de la gestion axée sur les résultats et des indicateurs smart ; Justifier avoir participé à la réalisation d'au moins 2 missions similaires en Guinée ou dans la sous-région ; Justifier d'une bonne connaissance des procédures de suivi évaluation du FEM et du PNUD ; Avoir un leadership et une bonne aptitude de communication.

VIII. Durée de la mission

La durée de la mission est de 65 jours, dont 20 jours de terrain. La mission démarre dès la signature du contrat et s'achève au dépôt du dernier livrable.

IX. Critères d'évaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur les critères suivants :

Critères d'évaluation	Points
1. Expertise et expérience pertinente du Cabinet/Groupe de consultants	10
1.1 Expériences confirmées dans la réalisation d'études similaires	10
2. Conformité de la méthodologie et du plan de travail proposés aux Termes de référence	30
2.1 Approche technique et méthodologie	20
2.2 Plan de travail	10
3. Qualifications et compétence du personnel clé pour la mission	60
3.1. Expert(e) socio-économiste, Spécialiste en développement rural, Chef d'Equipe	25
3.1.1. Qualification académique	05
3.1.2. Expérience dans le domaine	20

3.2. Expert(e) en biodiversité	20
3.2.1. Qualification académique	05
3.2.2. Expérience dans le domaine	15
3.3. Expert(e) en Suivi-évaluation	15
3.3.1. Qualification académique	05
3.3.2. Expérience dans le domaine	10
Total note technique	100

Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.

Le marché ou le contrat sera attribué au cabinet ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%) ;

Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30.

X. Jalons de paiement

Les paiements seront effectués en 3 tranches selon le tableau ci-dessous

Livrables	Délai	%
• Rapport de démarrage (L1)	10 jours après la signature du contrat	30
Rapports et Outils provisoires (L2)	45ème jours après la validation du livrable 1	40
• Rapports et Outils finaux (L3)	10 jours après l'atelier de validation	30
Total	65 jours	100%

XI. Dossier de candidature

Le Cabinet d'études intéressé, dont le profil répond aux critères exigés, doit soumettre un dossier comprenant :

Une proposition technique :

- Une lettre de motivation;
- Un dossier juridiques et administratifs du Cabinet ;
- Une Note méthodologique décrivant l'approche et les outils utilisés et appuyée d'un plan d'exécution de la mission, avec des dates de début et de fin pour chaque membre de l'équipe et délai indicatif pour toutes les tâches et les livrables ;
- CV détaillés des experts avec copie certifiée conforme des diplômes.

Une proposition financière détaillée conformément au tableau ci-dessous.

No	Rubriques	Quantité	Prix unitaire en GNF	Coût total en GNF
1	Honoraires			
2	Indemnités journalières (si applicable)			
3	Logistique (si applicable)			
4	Toutes autres dépenses pertinentes (si applicable)			
XII.	Total			

XIII. Dépôt des offres

Les Propositions seront élaborées en langue française, devront être envoyés par courrier électronique avec la mention, «**Etablissement de la Situation de référence et du dispositif de suivi évaluation du Projet Foloningbè**» à l'adresse suivante :

A

Monsieur le Directeur National du projet

E-mail : achat.bs.peged@gmail.com

Le dossier complet devra être déposé au plus tard le 03 juillet 2026 à 23h 59mn

Conakry, le 17 juin 2026

Lt-Colonel Aboubacar SAMOURA



Directeur National

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.